

(A)

4 - V — 1950-1951

4 — V

**Chambre
des Représentants**

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

SESSION 1950-1951.

ZITTIJD 1950-1951.

BUDGET
des Non-Valeurs et des Remboursements
pour l'exercice 1951.

BEGROTING
der Kwade Posten en Terugbetalingen
voor het dienstjaar 1951.

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

BAUDOUIN, PRINCE ROYAL,
EXERÇANT LES POUVOIRS CONSTITUTIONNELS DU ROI,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et
de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous AVONS ARRÊTÉ ET ARRÈTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en
Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

Article unique.

Il est ouvert, pour les dépenses de l'exercice 1951 affé-
rentes au budget des Non-Valeurs et des Remboursements
et énumérées au tableau ci-annexé, des crédits s'élevant à
la somme de 2,933,328,000 francs.

Donné à Bruxelles, le 5 octobre 1950.

BOUDEWIJN, KONINKLIJKE PRINS,
DIE DE GRONDWETTELIJKE MACHT VAN DE KONING UITOEFT,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en
op in Raad overlegd advies van Onze Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam
bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen,
waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

Voor de aan het dienstjaar 1951 verbonden en in hier-
bijgaande tabel opgesomde uitgaven betreffende de begroting
der Kwade Posten en Terugbetalingen, zijn kredieten
geopend die de som van 2,933,328,000 frank belopen.

Gegeven te Brussel, 5 October 1950.

BAUDOUIN.

PAR LE PRINCE ROYAL :
Le Ministre des Finances.

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :
De Minister van Financiën,

J. VAN HOUTTE.

H.

BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS POUR L'EXERCICE 1951.

Articles	DÉSIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES ET DES SERVICES	Exercice 1951 — Dienstjaar 1951	
		Montant des crédits par littera (En milliers de francs)	Montant des crédits par article (En milliers de francs)
		Bedrag der kredieten per littera (In duizendtallen frank)	Bedrag der kredieten per artikel (In duizendtallen frank)
TITRE I. — DÉPENSES ORDINAIRES.			
	<i>Contributions directes et Cadastre :</i>		
101	Non-valeurs et restitutions de droits indûment perçus. — Remboursements d'intérêts de retard ...		1,200,000
	<i>Contributions :</i>		
102	Versement aux provinces et aux communes de la part qui leur revient dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus, de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, de la taxe sur les spectacles ou divertissements, de la taxe sur les jeux et paris, et, éventuellement, d'autres impôts directs ...		830,000
103	Versement au Trésor de la Colonie, de la part qui lui revient dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus ...		175,000
	<i>Douanes et Accises :</i>		
104	Restitutions de droits indûment perçus et remboursements de fonds reconnus comme appartenant à des tiers. — Remboursements d'intérêts de retard ...		30,000
105	Solde éventuel à payer par la Belgique au Grand-Duché de Luxembourg sur les recettes communes de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise ...		70,000
106	Remboursements en matière contentieuse ...		4,500
107	Allocation à l'ancienne Caisse des Pensions des Veuves et Orphelins de la part qui lui est dévolue dans le produit net des amendes et confiscations ...		15,000
	<i>Enregistrement et Domaines :</i>		
108	Restitution de droits indûment perçus, d'amendes, de frais, etc., en matière d'enregistrement, de domaines, etc. (<i>y compris les recettes de réparation 1914-1918</i>). — Remboursements de fonds reconnus comme appartenant à des tiers ...		60,000
	<i>Trésorerie et autres administrations de recettes :</i>		
109	Remboursements ...		107,500
110	Restitution, en matière de pensions de survie du personnel civil et militaire de l'Etat ou assimilé, de contributions indûment perçues ainsi que des sommes prévues par l'article 36 de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 (exercice en cours, exercices antérieurs, clos ou périmés) ...		2,800
111	Perte résultant de la réalisation des titres remis à l'Etat en paiement de droits de succession ...		3,000
112	Déficits de comptables de l'Etat ...		27,402
	<i>Communications :</i>		
113	Versement à l'Institut National de Radiodiffusion de la subvention qui lui est allouée pour 1951.		201,216
114	Remboursement à la Régie des Télégraphes et des Téléphones des frais que lui occasionne le recouvrement des redevances prélevées sur les appareils récepteurs de radiodiffusion privés.		6,400
	<i>Total des dépenses ordinaires</i> ...		2,732,818

BEGROTING DER KWADE POSTEN EN TERUGBETALINGEN VOOR HET DIENSTJAAR 1951.

BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS POUR L'EXERCICE 1951.

Articles	DÉSIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES ET DES SERVICES	Exercice 1951 — Dienstjaar 1951	
		Montant des crédits par littera (En milliers de francs)	Montant des crédits par article (En milliers de francs)
		Bedrag der kredieten per littera (In duizendtallen frank)	Bedrag der kredieten per artikel (In duizendtallen frank)
TITRE II. — DÉPENSES RÉSULTANT DE LA GUERRE.			
	<i>Contributions directes :</i>		
115	Non-valeurs et remboursements relatifs à des droits indûment perçus en matière de recettes opérées sous le bénéfice de la loi relative à l'amnistie fiscale		200,000
	<i>Enregistrement et Domaines :</i>		
116	Non-valeurs et remboursements relatifs à des droits indûment perçus en matière de recettes opérées sous le bénéfice de la loi relative à l'amnistie fiscale		10
117	Restitutions de sommes indûment perçues en matière de recettes consécutives à la guerre 1940-1945		500
	Total des dépenses résultant de la guerre		200,510
	Total pour le budget des Non-Valeurs et des Remboursements		2,933,328
		=====	=====

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté
du 5 octobre 1950.

BAUDOUIN.

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Finances,

J. VAN HOUTTE.

BEGROTING DER KWADE POSTEN EN TERUGBETALINGEN VOOR HET DIENSTJAAR 1951.

	Montant des crédits sollicités pour l'exercice 1950 (En milliers de francs)	Dépenses probables de l'exercice 1949 (En milliers de francs)	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN EN VAN DE DIENSTEN	Artikelen
			TITEL II. — UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DE OORLOG.	
			<i>Directe Belastingen :</i>	
200,000	,153,400		Kwade posten en terugbetalingen met betrekking tot ten onrechte geheven rechten inzake ontvangsten gedaan ingevolge de wet betreffende de fiscale amnestie.	415
50	1		<i>Registratie en Domeinen :</i>	
500	800		Kwade posten en terugbetalingen met betrekking tot ten onrechte geheven rechten inzake ontvangsten gedaan ingevolge de wet betreffende de fiscale amnestie.	416
			Teruggaven van ten onrechte geïnde sommen inzake ontvangsten voortvloeiend uit de oorlog 1940-1945.	417
200,550	154,201		Totaal van de uitgaven voortvloeiend uit de oorlog.	
3,289,457	3,541,682		Totaal voor de begroting van Kwade Posten en Terugbetalingen.	
=====	=====			

Ons bekend en goedgekeurd om te worden gevoegd
bij Ons besluit van 5 October 1950.

BAUDOUIN.

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Financiën,

J. VAN HOUTTE.

$$\langle \mathcal{G} \rangle$$

PROGRAMME JUSTIFICATIF.

TITRE I.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Art. 101. — *Non-valeurs et restitutions de droits indûment perçus. Remboursements d'intérêts de retard.*

Crédit sollicité : 1,200,000,000 de francs.

Ce chiffre correspond approximativement à celui qui sera atteint pour l'exercice 1950, si l'on se rapporte aux dégrèvements imputés sur cet exercice au 31 août 1950 (\pm 679 millions de francs).

En principe, le crédit susvisé ne pourrait couvrir que les dégrèvements qui feront l'objet d'une restitution effective aux contribuables ou qui seront affectés à l'apurement de cotés autres que celles auxquelles les dégrèvements se rapporteront. Toutefois, conformément à la pratique déjà suivie pour les exercices précédents, il servira aussi à l'imputation des dégrèvements de cotisations *non acquittées*, qui seront accordés au cours de l'exercice 1951 pour cause de double emploi avec les cotisations à l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et à l'impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre (application de l'article 14, §§ 1 et 2, de la loi du 15 octobre 1945 établissant l'impôt spécial et de l'article 13, §§ 2 et 3, de la loi du 16 octobre 1945 établissant l'impôt extraordinaire), ces dégrèvements devant être portés en dépense comme en recette, par dérogation aux règles courantes, pour permettre la liquidation selon les modalités ordinaires (en exécution des articles 7 des arrêtés du Régent des 26 avril et 21 juin 1946) des centimes additionnels provinciaux et communaux y contenus.

Art. 102. — *Versement aux provinces et aux communes, de la part qui leur revient dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus, de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, de la taxe sur les spectacles ou divertissements, de la taxe sur les jeux et paris et, éventuellement d'autres impôts directs.*

Crédit sollicité : 830,000,000 de francs.

Les impôts directs et les taxes spéciales y assimilées étant portés au budget des Voies et Moyens, pour leur produit brut, il est nécessaire de prévoir un article de dépense pour le versement aux provinces et aux communes, de la part qui leur revient dans ces impôts.

En dehors de ce qui aura trait aux arriérés des exercices 1949 et 1950 en matière de contribution foncière, les parts à imputer sur l'article susvisé pour l'exercice 1951 se rapporteront généralement à ce qui, dans les recettes réalisées sur des exercices clos, sera relatif aux impôts dus pour les exercices 1948 et antérieurs, la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales ayant supprimé, à partir de l'exercice 1949, les quotes-parts provinciales et communales dans les impôts de l'Etat et les additionnels provinciaux et communaux aux dits impôts, sauf à la contribution foncière.

Le crédit sollicité pour l'exercice 1951 se décompose comme suit :

85 millions de francs au profit des provinces;
745 millions de francs au profit des communes.

Ces derniers chiffres correspondent respectivement à 1.3 % et à 11.3 % des recettes (6,600 millions de francs) prévues à l'article 8, littera a, du projet de budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951, comme devant être réalisées sur les produits des exercices clos.

Art. 103. — *Versement au Trésor de la Colonie, de la part qui lui revient dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus.*

Crédit sollicité : 175,000,000 de francs.

Les parts revenant au Trésor de la Colonie dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus, ont été déterminées comme suit par la loi du 21 juin 1927 relative à l'imposition des sociétés et firmes coloniales :

1. Intégralité de la taxe mobilière afférente aux intérêts des emprunts

VERANTWOORDINGSPROGRAMMA.

TITEL I.

GEWONE UITGAVEN.

Art. 101. — *Kwade posten en teruggaven van ten onrechte geheven rechten. — Terugbetalingen van nalatigheidsinteressen.*

Aangevraagd krediet : 1,200,000,000 frank.

Dit cijfer stemt bij benadering overeen met datgene dat voor het dienstjaar 1950 zal bereikt worden, gelet op de onlastingen welke tot 31 Augustus 1950 op dit dienstjaar werden aangerekend (\pm 679 miljoen frank).

In beginsel zou het bovenbedoeld krediet slechts de onlastingen mogen dekken, die het voorwerp zullen uitmaken van een werkelijke teruggave van de belastingplichtigen of die zullen aangewend worden ter aanzuivering van andere aanslagen dan die waarop de onlastingen zullen slaan. Overeenkomstig de voor de vroegere dienstjaren reeds gevolgde praktijk, zal het nochtans eveneens dienen tot aanrekening van de onlastingen van niet gekweten aanslagen, die in de loop van het dienstjaar 1951 zullen verleend worden wegens dubbel gebruik met de aanslagen in de speciale belasting op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan de vijand en in de extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten (toepassing van artikel 14, §§ 1 en 2, der wet van 15 October 1945 tot vestiging van de speciale belasting en van artikel 13, §§ 2 en 3, der wet van 16 October 1945 tot invoering van de extra-belasting), aangezien deze onlastingen zowel in uitgave als in ontvangst moeten geboekt worden, in afwijking van de gebruikelijke regelen, om volgens de gewone modaliteiten (in uitvoering van artikelen 7 der besluiten van de Regent van 26 April en 21 Juni 1946) de vereffening toe te laten van de er in begrepen provincie- en gemeenteopcentimes.

Art. 102. — *Storting aan de provinciën en aan de gemeenten, van het netto-deel dat hun toekomt in de opbrengst van de cedulaire inkomstenbelastingen, van de verkeersbelasting op de autovoertuigen, van de belasting op de vertoningen of vermaakelijkheden, van de belasting op het spel en de weddenschappen, en, gebeurlijk, van andere directe belastingen.*

Aangevraagd krediet : 830,000,000 frank.

Daar de directe belastingen en de er mede gelijkgestelde speciale taxes voor hun bruto- opbrengst in de Rijksmiddelenbegroting worden opgenomen, is het noodzakelijk een uitgaafartikel te voorzien voor de storting aan de provinciën en aan de gemeenten, van het aandeel dat hun in deze belastingen toekomt.

Buiten hetgeen de achterstallen der dienstjaren 1949 en 1950 inzake grondbelasting zal betreffen, zullen de op bovenbedoeld artikel aan te rekenen aandelen voor het dienstjaar 1951 doorgaans betrekking hebben op hetgeen in de op afgesloten dienstjaren verwezenlijkte ontvangsten zal slaan op de voor de dienstjaren 1948 en vorige verschuldigde aanslagen, aangezien de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, de provincie- en gemeenteaandelen in de Staatsbelastingen en de provincie- en gemeenteopcentimes op deze belastingen, de grondbelasting uitgezonderd, vanaf het dienstjaar 1949 afgeschafft heeft.

Het voor het dienstjaar 1951 gevraagd krediet moet als volgt onderverdeeld worden :

85 miljoen frank ten bate van de provinciën;
745 miljoen frank ten bate van de gemeenten.

Deze laatste cijfers stemmen onderscheidenlijk overeen met 1.3 % en 11.3 % van de ontvangsten (6,600 miljoen frank), bij artikel 8, littera a, van het ontwerp van Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951, voorzien als moetende verwezenlijkt worden op de opbrengsten der afgesloten dienstjaren.

Art. 103. — *Storting aan de Koloniale Schatkist, van het deel dat haar toekomt in de opbrengst van de cedulaire inkomstenbelastingen.*

Aangevraagd krediet : 175,000,000 frank.

De aandelen die aan de Koloniale Schatkist toekomen in de opbrengst van de cedulaire inkomstenbelastingen, werden als volgt vastgesteld door de wet van 21 Juni 1927 betreffende het aanslaan, in de belastingen, van koloniale vennootschappen en firma's:

1. Algemeenheid der belasting op roerende zaken, welke betrekking

de la Colonie et aux dividendes revenant au Gouvernement du Congo belge sur les titres composant son portefeuille.

2. Quatre cinquièmes du produit, en principal :

a) de la taxe mobilière de 17 % (1) appliquée, pour les sociétés par actions, aux revenus d'actions ou parts, ainsi que, pour les sociétés congolaises par actions à responsabilité limitée, aux bénéfices versés à la réserve légale ou au vingtième du bénéfice net annuel;

b) de la taxe mobilière de 17 % (1) appliquée, pour les autres redevables, aux revenus de capital attribués aux associés ou aux autres revenus des capitaux investis;

c) de la taxe mobilière de 13 % (2) appliquée aux revenus des obligations.

3. Quatre cinquièmes du produit de la taxe professionnelle.

4. Lorsqu'il s'agit de sociétés ou de firmes ayant des sièges d'exploitation à l'étranger ou traitant industriellement en Belgique des produits du Congo belge, un cinquième seulement de la part revenant à l'Etat dans les impôts afférents aux bénéfices réalisés en Belgique dans les-dits établissements est attribué au Trésor de la Colonie.

5. A titre de part dans la taxe professionnelle des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés belges opérant dans la Colonie ou constituées sous le régime du droit colonial, il est attribué annuellement au Trésor du Congo belge une somme égale à 2 % du montant des rémunérations allouées de ce chef à l'ensemble de ces redevables.

Les perceptions à effectuer pour l'exercice 1951, en matière de taxe mobilière, par application de la loi précitée du 21 juin 1927, peuvent être évaluées à \pm 225.000.000 de francs (somme comprise dans l'article premier, littera b, du projet de budget des Voies et Moyens pour ledit exercice).

Le montant de la taxe professionnelle due par les sociétés coloniales sera représenté par un chiffre négligeable; elle ne frappera, en général, que les liberalités que ces sociétés auront faites à des œuvres de bienfaisance, les bénéfices réservés étant en vertu de l'article premier, § 2, de la loi susvisée exonérés de la taxe professionnelle à condition d'être investis dans la Colonie endéans les cinq ans.

Le total présumé pour l'exercice 1951, des parts du Trésor de la Colonie (175.000.000 de francs) dans les impôts cédulaires sur les revenus, a été calculé sur la base des considérations qui précédent.

Art. 104. — Restitutions de droits indûment perçus et remboursements de fonds reconnus comme appartenant à des tiers. — Remboursements d'intérêts de retard.

Crédit sollicité : 30.000.000 de francs.

Les restitutions et remboursements estimés à 35 millions de francs pour l'exercice 1950 peuvent être ramenés à 30 millions de francs.

Art. 105. — Solde éventuel à payer par la Belgique au Grand-Duché de Luxembourg sur les recettes communes de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise.

Crédit sollicité : 70.000.000 de francs.

Il est très difficile de faire une estimation en cette matière; cependant, eu égard aux dépenses de l'exercice 1949, le crédit de 80 millions de francs inscrit pour 1950, a été ramené à 70 millions de francs pour 1951.

Art. 106. — Remboursements en matière contentieuse.

Crédit sollicité : 4.500.000 francs.

Compte tenu des dépenses de l'exercice 1949 et des premiers mois de l'exercice 1950, le crédit demandé pour 1950 a été maintenu.

(1) 16 % en principal + 1 % à titre d'additionnels extraordinaires au profit de l'Etat.

(2) 12 % en principal + 1 % à titre d'additionnels extraordinaires au profit de l'Etat.

heeft op de interessen van de leningen der Kolonie en op de dividenden welke het beheer van Belgisch Congo toekomen op de titels die zijn portefeuille uitmaken.

2. Vier vijfden van de opbrengst in hoofdsom :

a) van de mobiliënbelasting van 17 % (1), voor de actienvennootschappen toegepast op inkomsten van actien of aandelen, alsmede op de aan de wettelijke reserve gestorte winsten of op het twintigste gedeelte der jaarlijkse netto-opbrengst voor de Congolese vennootschappen op aandelen met beperkte aansprakelijkheid:

b) van de mobiliënbelasting van 17 % (1), voor de andere schatplichtigen toegepast op de aan de vennooten toegekende kapitaalsinkomsten of op de andere inkomsten der aangewende kapitalen;

c) van de mobiliënbelasting van 13 % (2) toegepast op de inkomsten der obligaties.

3. Vier vijfden van de opbrengst der bedrijfsbelasting.

4. Wanneer het gaat om vennootschappen of firma's die bedrijfszetels in het buitenland hebben of rijverheidsgewijs in België voortbrengselen uit Belgisch Congo behandelen, wordt er slechts één vijfde van het aan de Staat toekomend deel in de belastingen betrekkelijk de in België in gezegde instellingen verwezenlijke winsten aan de Schatkist der Kolonie toegekend.

5. Ten titel van aandeel in de bedrijfsbelasting der beheerders, commissarissen, vereffenaars of andere dergelijke, bij de in de Kolonie werkzame of onder het stelsel van het koloniaal recht gestichte Belgische vennootschappen, ambtwaarnemende lieden, wordt er jaarlijks aan de Schatkist van Belgisch Congo een som toegekend gelijk aan 2 % van het bedrag der uit dien hoofde aan deze gezamenlijke schatplichtigen toegekende vergeldingen.

De voor het dienstjaar 1951, bij toepassing van vooroemde wet d.d. 21 Juni 1927 inzake mobiliënbelasting te verrichten invorderingen mogen op \pm 225.000.000 frank geraamd worden (som begrepen in artikel 1 littera b, van het ontwerp van Rijksmiddelenbegroting voor bewust dienstjaar).

Het bedrag van de door de koloniale vennootschappen verschuldigde bedrijfsbelasting zal door een onbeduidend cijfer vertegenwoordigd worden; zij zal over het algemeen slechts de liberaliteiten treffen welke deze vennootschappen ten voordele van weldadigheidswerken zullen gedaan hebben, aangezien de gereserveerde winsten krachtens artikel één, § 2, der bovenbedoelde wet van bedrijfsbelasting vrijgesteld zijn, op voorwaarde dat ze binnen de vijf jaar in de Kolonie belegd worden.

Het vermoedelijk totaal voor het dienstjaar 1951, van de aandelen van de Schatkist der Kolonie (175.000.000 frank) in de cedulaire inkomstenbelastingen werd berekend op grond van de bovenstaande beschouwingen.

Art. 104. — Teruggaven van ten onrechte geïnde rechten en terugbetalingen van gelden waarvan erkend wordt dat zij aan derden toebehoren. — Terugbetalingen van nalatigheidsinteressen.

Aangevraagd krediet : 30.000.000 frank.

De terugbetalingen en teruggaven, op 35.000.000 frank geschat voor het dienstjaar 1950, kunnen tot 30 miljoen frank herleid worden.

Art. 105. — Door België aan het Groothertogdom Luxemburg evenueel te betalen saldo op de gemeenschappelijke ontvangsten van het Belgisch-Luxemburgs Economisch Verbond.

Aangevraagd krediet : 70.000.000 frank.

Het valt moeilijk ter zake een schatting te doen; evenwel, rekening houdende met de uitgaven over het dienstjaar 1949, werd het voor 1950 ingeschreven krediet van 80 miljoen tot 70 miljoen frank herleid in 1951.

Art. 106. — Terugbetalingen in zake geschillen.

Aangevraagd krediet : 4.500.000 frank.

Ten overstaan van de uitgaven over het dienstjaar 1949 en over de eerste maanden van het dienstjaar 1950, werd het voor 1950 aangevraagde krediet behouden.

(1) 16 % in hoofdsom + 1 % als buitengewone opcentimes ten bate van de Staat.

(2) 12 % in hoofdsom + 1 % als buitengewone opcentimes ten bate van de Staat.

Art. 107. — Allocation à l'ancienne Caisse des Pensions des Veuves et Orphelins de la part qui lui est dévolue dans le produit net des amendes et confiscations.

Crédit sollicité : 15.000.000 de francs.

Cette allocation représente 25 % de la différence entre les recettes totales inscrites sous la rubrique : « Produits du contentieux » au budget des Voies et Moyens et l'ensemble des dépenses en matière contentieuse.

Art. 108. — Enregistrement et Domaines : Restitution de droits indûment perçus, d'amendes, de frais etc., en matière d'enregistrement, de domaines, etc. (y compris les recettes de réparation 1914-1918). — Remboursements de fonds reconnus comme appartenant à des tiers.

Crédit sollicité : 60.000.000 de francs.

Il est nécessaire de prévoir, pour l'exercice 1951, un crédit de 60 millions de francs.

Art. 109. — Remboursements.

Crédit sollicité : 107,500,000 francs.

1^e Remboursement à la Banque Nationale du droit de timbre sur les billets de banque fr. 97,000,000

2^e Remboursements divers 10,500,000

L'article 171 du Code des taxes assimilées au timbre assujettit les billets au porteur à un droit de timbre de fr. 1,44 par 1.000 francs de la moyenne des billets tenus en circulation pendant l'année.

Les billets de la Banque Nationale de Belgique sont passibles de cette taxe.

Cependant, certaines émissions de la Banque ont un caractère improductif; c'est le cas notamment pour les billets qui ont comme contrepartie l'or détenu par la Banque ou les avances sans intérêt consenties par cette dernière à l'Etat.

C'est pourquoi il a paru équitable de ristourner à la Banque la taxe perçue à sa charge à concurrence de sa circulation improductive.

Cette ristourne a fait l'objet de l'article 34 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939, relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique; cet article est libellé comme suit :

« Bonification sera faite à la Banque du droit annuel de timbre perçu sur les billets, à concurrence du montant moyen de la circulation correspondant à l'encaisse-or et à la créance sur l'Etat. Ce montant sera établi d'après les situations hebdomadaires publiées au Moniteur. »

En prenant pour base le montant de l'encaisse-or et de la créance sans intérêt sur l'Etat, (soit respectivement 29,639 millions et 37,404 millions de francs au 11 mai 1950), on évalue à environ 97 millions de francs la bonification qu'il y aura lieu de verser à la Banque Nationale pour 1951 du chef de la disposition qui précède.

Chaque fois qu'un type de billet de banque est remplacé ou supprimé, la Banque Nationale paie au Trésor, à l'expiration du délai fixé dans chaque cas, la valeur des billets de ce type qui n'auront pas été présentés au remboursement; ceux de ces billets qui sont ultérieurement présentés aux guichets de la Banque, sont remboursés à cette dernière par le Trésor (art. 9 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939).

Pendant les années 1946 et 1947, la Banque a retiré de la circulation certains types de billets de 100, 500 et 1.000 francs; elle a versé au Trésor des acomptes à valoir sur le montant de ceux de ces billets qui n'ont pas encore été présentés à ses guichets.

En se basant sur les résultats des années antérieures, on évalue à environ 10 millions de francs la somme que le Trésor aura à verser à la Banque pour l'exercice 1951 du chef des remboursements de billets retirés de la circulation.

Le crédit sollicité de 107,5 millions de francs comprend, outre les sommes de 97 millions et de 10 millions de francs visées ci-dessus, un complément de 500.000 francs destiné à couvrir diverses restitutions de faible importance que la Trésorerie est amenée à effectuer d'après les indications de l'un ou l'autre Département ministériel.

Ce complément comprend notamment le remboursement des droits perçus indûment par l'Administration de la Marine (évaluation : 15.000 francs), ainsi que le montant des restitutions évaluées à 70.000

Art. 107. — Toekenning, aan de vroegere Kas voor Weduwen- en Wezenpensioenen, van het aandeel dat haar werd toegewezen in de netto-opbrengst van boeten en verbeurdverklaringen.

Aangevraagd krediet : 15.000.000 frank.

Dit aandeel vertegenwoordigt 25 % van het verschil tussen de totale ontvangsten ingeschreven onder de rubriek : « Opbrengst van geschillen » in de Rijksmiddelenbegroting en het totaal bedloop van de uitgaven in zake geschillen.

Art. 108. — Registratie en Domeinen : Teruggave van ten onrechte geheven rechten, geldboeten, kosten enz., op het stuk van registratie, domeinen, enz. (met inbegrip van de herstelontvangsten 1914-1918). — Terugbetalingen van gelden waaronder erkend wordt dat zij aan derden toebehoren.

Aangevraagd krediet : 60.000.000 frank.

Het is nodig, voor het dienstjaar 1951, een krediet van 60 miljoen frank te voorzien.

Art. 109. — Terugbetalingen.

Aangevraagd krediet : 107,500,000 frank

1^e Terugbetaling aan de Nationale Bank van het zegelrecht op de bankbiljetten fr. 97,000,000

2^e Diverse terugbetalingen 10,500,000

Luidens artikel 171 van het Wetboek over de met het zegelgelijkgestelde taxes, worden de biljetten aan toonder aan een zegelrecht onderworpen van fr. 1,44 per 1.000 frank van het gemiddelde der gedurende het jaar in omloop gehouden biljetten.

De biljetten van de Nationale Bank van België zijn aan bewuste taxes onderworpen.

Zekere uitgiften van de Bank zijn echter van niet-opbrengende aard; dit geldt inzonderheid voor de biljetten waarvan de tegenwaarde wordt vertegenwoordigt door het goud welke de Bank onder haar bezit houdt of door de voorschotten zonder intrest welke bewuste instelling aan de Staat heeft toegetaan.

Ook werd het billijk geacht aan de Bank de te haren laste geïnde taxe te ristornen, ten belope van haar niet-opbrengende circulatie.

Deze ristorno maakte het voorwerp uit van artikel 34 van het koninklijk besluit n° 29 dd. 24 Augustus 1939 betreffende het bedrijf, de inrichting en de bevoegdheid van de Nationale Bank van België, dit artikel luidt als volgt :

« Het jaarlijks zegelrecht geheven van de bankbiljetten wordt aan de Bank vergoed, ten belope van het gemiddeld bedrag van de omloop overeenkomend met de goudvoorraad en met de schuldborderingen op de Staat. Dit bedrag wordt vastgesteld volgens de in het Staatsblad gepubliceerde wekelijke staten. »

Met als basis genomen het bedrag van de goudvoorraad en van de renteloze schuldbordering op de Staat (zegge respectievelijk 29,639 miljoen en 37,404 miljoen frank op 11 Mei 1950), wordt op circa 97 miljoen frank berekend de vergoeding welke voor 1951 aan de Nationale Bank zal dienen worden afgedragen, uit hoofde van voorstaande bepaling.

Telkenmale dat een type van bankbiljet vervangen of afgeschaft wordt, betaalt de Nationale Bank aan de Schatkist, bij het verstrijken van de in elk geval bepaalde termijn, de tegenwaarde van de biljetten van bewust type welke niet ter terugbetaling werden aangeboden; de biljetten welke later aan de winketten van de bank worden aangeboden, worden aan deze laatste door de Schatkist terugbetaald (art. 9 van het koninklijk besluit n° 29 van 24 Augustus 1939).

Gedurende de jaren 1946 en 1947 werden zekere typen van biljetten van 100, 500 en 1.000 frank door de Bank buiten omloop gesteld; deze heeft aan de Schatkist aftrekkingen afgedragen, welke dienen aangerekend op het bedrag van de biljetten dezer types welke niet aan haar winketten werden aangeboden.

Steunend op de uitslagen van de vorige jaren, wordt op circa 10 miljoen frank geraamd de som welke de Schatkist aan de Bank, voor dienstjaar 1951 zal moeten afdragen, uit hoofde van terugbetaling van buiten omloop gestelde bankbiljetten.

Het aangevraagd krediet van 107,5 miljoen frank, omvat niet alleen bovenvermelde sommen van 97 miljoen en 10 miljoen frank, doch ook nog een bijkomende som van 500.000 frank, bestemd tot het dekken van weinig belangrijke teruggaven welke de thesaurie op aanduiding van een of ander ministerieel departement te verrichten heeft.

Deze bijkomende som omvat, namelijk, de terugbetaling van ten onrechte geïnde rechten door het Bestuur van het Zeewesen (raming : 15.000 frank), alsook het bedrag der teruggaven geraamd op 70.000

francs à effectuer sur les recettes opérées à l'intervention du Compte de chèques postaux n° 350.08, Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, « Frais d'instruction de demandes en autorisation des établissements classés ».

Art. 110. — Restitution en matière de pensions de survie du personnel civil et militaire de l'Etat ou assimilé, de contributions indûment perçues ainsi que des sommes prévues par l'article 36 de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 (exercice en cours, exercices antérieurs, clos et périmés).

Crédit sollicité : 2,800,000 francs.

Restitutions plus importantes de retenues perçues indûment par les communes sur les traitements des membres de leur personnel enseignant.

Art. 111. — Perte résultant de la réalisation des titres remis à l'Etat en paiement de droits de succession.

Crédit sollicité : 3,000,000 de francs.

L'article 4 de l'arrêté royal du 11 mai 1935 relatif à la conversion des rentes par voie d'échange stipule que les obligations de la dette 4 % unifiée qui seront recueillies par un héritier, donataire ou légataire dans la succession d'un habitant du royaume seront admises au pair de la valeur nominale, en paiement des droits, et le cas échéant, des intérêts dus par le dit héritier, donataire ou légataire, du chef de la succession.

Ces obligations sont réalisées périodiquement et la différence entre le pair et le cours de réalisation est imputée sur le budget des Non-Valeurs et Remboursements.

Le crédit est basé sur :

un capital nominal de 30,000,000 de francs présumé déposé en 1951 en paiement de droits de succession et au cours de réalisation de 90 %.

La diminution par rapport à 1950 provient de la hausse des cours de la Dette 4 % unifiée.

Art. 112. — Déficits de comptables de l'Etat.

Crédit sollicité : 27,402,000 francs.

Chiffres mis en rapport avec la réalité pour ce qui concerne la comptabilité générale et les administrations fiscales et postale :

Contributions directes	fr.	1,000,000
Douanes et Accises		400,000
Enregistrement et Domaines		1,000,000
Trésorerie		1,000
Marine		1,000
Postes		25,000,000

Art. 113. — Versement à l'Institut National de Radiodiffusion de la subvention qui lui est allouée pour 1951.

Crédit sollicité : 201,216,000 francs.

Le montant de la subvention a été établi comme suit :
1,410,000 postes à 144 francs fr. 203,040,000
100,000 postes à 144/2 francs 7,200,000
Fr. 210,240,000

Subvention à attribuer à l'I.N.R. :

9 × 210,240,000	=	189,216,000
10	=	

A ce montant doit s'ajouter, en vertu de l'article 11 de la loi du 18 Juin 1930, une somme égale aux prévisions de recettes de l'impôt perçu par l'Etat sur le prix de gros des tubes électroniques. Cette somme peut être estimée, comme pour l'année 1950 à 12,000,000
Fr. 201,216,000

à attribuer à l'I.N.R. conformément aux dispositions légales en vigueur.

frank uit te voeren op de verwezenlijkte ontvangsten door de tussenkomst van Postcheckrekening nr 350.08, Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, « Onderzoekskosten betreffende aanvragen voor ingedeelde inrichtingen ».

Art. 110. — Teruggave inzake overlevingspensioenen van het burgerlijk en militair Staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel, van ten onrechte geïnde bijdragen alsmede van de bij artikel 36 van het koninklijk besluit n° 255 dd. 12 Maart 1936 voorziene sommen (lopend dienstjaar, vroegere, afgesloten en vervallen dienstjaren).

Aangevraagd krediet : 2,800,000 frank.

Aanzienlijker teruggave van afhoudingen die door de gemeenten ten onrechte werden geïnd op de wedden der leden van hun onderwijsend personeel.

Art. 111. — Verlies voortspruitend uit de verkoop van de effecten aan de Staat afgegeven tot betaling van successierechten.

Aangevraagd krediet : 3,000,000 frank.

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 Mei 1935, betreffende de conversie van de staatsfondsen door omruiling, bepaalt dat de obligatiën van de geünificeerde 4% Schuld door een erfgenaam, begiftigde of legataris in de nalatenschap van een Rijksinwoner verkregen, voor hun nominale waarde aanvaard worden voor de betaling van de rechten en eventueel van de intresten die door gezegde erfgenaam, begiftigde of legataris, uit hoofde van de nalatenschap verschuldigd zijn.

De obligatiën worden periodiek te gelde gemaakt en het verschil tussen het pari en de verkoopkoers wordt op de begroting van Kwade Posten en Terugbetalingen aangerekend.

Het krediet is berekend op :
een nominaal kapitaal van 30,000,000 frank dat vermoedelijk in 1951 ter betaling van successierechten zal worden neergelegd en een verkoopkoers van 90 %.

De vermindering ten overstaan van 1950 spruit voort uit de rijzing van de koers van de geünificeerde 4 % Schuld.

Art. 112. — Tekorten bij Staatsrekenplichtigen.

Aangevraagd krediet : 27,402,000 frank.

Cijfers in overeenstemming gebracht met de werkelijkheid, wat betreft de algemene comptabiliteit, de fiscale beheren en het postbeheer :

Directe belastingen	fr.	1,000,000
Douanen en Accijnen		400,000
Registratie en Domeinen		1,000,000
Thesaurie		1,000
Zeewezen		1,000
Posterijen		25,000,000

Art. 113. — Storting aan het Nationaal Instituut voor Radio-Omroep van de voor 1951 toegekende subsidie.

Aangevraagd krediet : 201,216,000 frank.

Het bedrag van de subsidie werd bepaald als volgt :
1,410,000 posten aan 144 frank fr. 203,040,000
100,000 posten aan 144/2 frank 7,200,000
Fr. 210,240,000

Subsidie te verlenen aan het N.I.R. :

9 × 210,240,000	=	189,216,000
10	=	

Aan dit bedrag dient toegevoegd, bij toepassing van artikel 11 van de wet van 18 Juni 1930, een som gelijk aan de raming van de belasting geheven door de Staat op de groothandelsprijs der electronenlampen. Deze som kan geraamd worden zoals voor 1950 op 12,000,000
Fr. 201,216,000

toe te kennen aan het N.I.R. overeenkomstig de in zwang zijnde wettelijke bepalingen.

Art. 114. — Remboursement à la Régie des Télégraphes et des Téléphones des frais que lui occasionne le recouvrement des redevances prélevées sur les appareils récepteurs de radiodiffusion privés.

Crédit sollicité : 6.400.000 francs.

Les remboursements qui seront effectués au cours de l'exercice 1951 peuvent être évalués au même montant que ceux se rapportant à l'exercice précédent.

TITRE II.

DÉPENSES RÉSULTANT DE LA GUERRE.

Art. 115. — Contributions directes. — Non-valeurs et remboursements relatifs à des droits indûment perçus en matière de recettes opérées sous le bénéfice de la loi relative à l'amnistie fiscale.

Crédit sollicité : 200.000.000 de francs.

Cet article est destiné à l'imputation budgétaire des non-valeurs et des remboursements se rapportant aux droits établis sous le régime de la loi du 18 octobre 1945 relative à l'amnistie fiscale. Il concerne, d'une part, les dégrèvements accordés après paiement à la suite de réclamations pour erreurs commises, d'autre part, les dégrèvements consentis, avant ou après paiement, pour cause de double emploi avec les cotisations à l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et à l'impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre (application de l'article 14, §§ 1 et 2, de la loi du 15 octobre 1945 établissant le premier de ces impôts et de l'article 13, §§ 2 et 3, de la loi du 16 octobre 1945 établissant le second des dits impôts).

En principe le crédit ne pourrait couvrir que les dégrèvements qui feront l'objet d'une restitution effective aux contribuables ou qui seront affectés à l'apurement de cotés autres que celles auxquelles les dégrèvements se rapportent. Selon cette conception, on ne pourrait y imputer que les ordonnances de remboursement afférentes à des cotés ou parties de cotés payées.

Ce principe ne pourra cependant pas être observé en ce qui concerne ceux des dégrèvements susvisés, qui devront être accordés par application des dispositions citées des lois des 15 et 16 octobre 1945. Du fait qu'en vertu des articles 7 des arrêtés du Régent des 26 avril et 21 juin 1946 les provinces et les communes ne pourront être privées des additionnels qui seront compris dans les cotisations auxquelles ces dégrèvements se rapporteront, ceux-ci devront, en cas de non-paiement des dites cotisations, être portés en recette comme en dépense, pour permettre la liquidation des additionnels selon les modalités ordinaires.

Au cours de l'exercice 1951 de nombreux dégrèvements devront encore être accordés en matière d'amnistie fiscale en vertu des articles susmentionnés des lois des 15 et 16 octobre 1945. L'octroi de ces dégrèvements ne pouvant avoir lieu qu'après le paiement intégral et définitif de l'impôt spécial ou extraordinaire.

Une prévision de 200.000.000 de francs, égale à celle de l'exercice 1950, paraît pouvoir être admise, eu égard au montant des dégrèvements (\pm 140.000.000 de francs) déjà imputés sur le crédit de l'exercice 1950 au 31 août 1950.

Art. 116. — Enregistrement et Domaines : Non-valeurs et remboursements relatifs à des droits indûment perçus en matière de recettes opérées sous le bénéfice de la loi relative à l'amnistie fiscale.

Crédit sollicité : 10.000 francs.

Les restitutions relatives au présent article seront très peu nombreuses en 1951.

Pour parer à toutes éventualités, il s'indique de prévoir un crédit de 10.000 francs.

Art. 117. — Restitutions de sommes indûment perçues en matière de recettes consécutives à la guerre 1940-1945.

Crédit sollicité : 500.000 francs.

Il est difficile de fixer approximativement la somme qui sera nécessaire pour permettre les remboursements qui seront sollicités au cours de l'exercice 1951.

Il paraît prudent de prévoir le même crédit que pour l'exercice 1950.

Art. 114. — Terugbetaling aan de Regie van Telegraaf en Telefoon van de kosten die aan bedoeld organisme berokkend worden door het invorderen der taxes geïnd op de private radio-ontvangtoestellen.

Aangevraagd krediet : 6.400.000 frank.

De terugbetalingen die zullen gedaan worden in de loop van het dienstjaar 1951 worden op hetzelfde bedrag geraamd als die welke betrekking hadden op het vorige dienstjaar.

TITEL II.

UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DÉ OORLOG.

Art. 115. — Directe Belastingen. — Kwade posten en terugbetalingen met betrekking tot ten onrechte geheven rechten inzake ontvangsten gedaan ingevolge de wet betreffende de fiscale amnestie.

Aangevraagd krediet : 200.000.000 frank.

Dit artikel is bestemd tot de budgetaire aanrekening der kwade posten en terugbetalingen in verband met de rechten gevestigd onder het regime der wet van 18 October 1945 betreffende de fiscale amnestie. Het betreft enerzijds de ontlastingen na betaling toegestaan ingevolge bezwaarschriften wegens begane missingen, anderzijds, de ontlastingen verleend, voor of na betaling, wegens dubbel gebruik met de aanslagen in de speciale belasting op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan de vijand en in de extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten (toepassing van art. 14, §§ 1 en 2, der wet van 15 October 1945 tot vestiging van de eerste dezer belastingen en van art. 13, §§ 2 en 3, der wet van 16 October 1945 waarbij de tweede der gezegde belastingen ingevoerd werd).

In principe zou het krediet slechts de ontlastingen mogen dekken die het voorwerp zullen uitmaken van een werkelijke teruggave aan de belastingplichtigen of die zullen aangewend worden ter aanzuivering van andere aanslagen dan die waarop de ontlastingen betrekking hebben. Volgens deze opvatting zouden er slechts de ordonnantien van terugbetaling mogen op aangereken worden, welke verband houden met betaalde aanslagen of gedeelten van aanslagen.

Dit principe zal nochtans niet kunnen in acht genomen worden wat betreft diegene onder de bovenbedoelde ontlastingen, welke zullen moeten toegestaan worden bij toepassing van de reeds vermelde beschikkingen der wetten d.d. 15 en 16 October 1945. Wegens het feit dat, krachtens de artikelen 7 van de besluiten van de Régent d.d. 26 April en 21 Juni 1946, de provinciën en de gemeenten niet mogen beroofd worden van de opcentimes die zullen begrepen zijn in de aanslagen waarop deze ontlastingen betrekking hebben, zullen deze ontlastingen bij niet-betaling van de bedoelde aanslagen zowel in ontvangst als in uitgave moeten gebracht worden om de vereffening van de opcentimes volgens de gewone modaliteiten mogelijk te maken.

In de loop van het dienstjaar 1951 zullen nog talrijke ontlastingen in zake fiscale amnestie moeten toegestaan worden krachtens de voormelde artikelen der wetten van 15 en 16 October 1945, daar het verlenen van deze ontlastingen slechts mag geschieden na de volledige en definitieve betaling van de speciale of extra-belasting.

Een vooruitzicht van 200.000.000 frank gelijk aan dat van het dienstjaar 1950, schijnt te mogen aangenomen worden, gelet op het bedrag der ontlastingen (\pm 140.000.000 frank), welke op 31 Augustus 1950 op het krediet van het dienstjaar 1950 reeds aangerekend waren.

Art. 116. — Registratie en Domeinen : Kwade posten en terugbetalingen met betrekking tot ten onrechte geheven rechten inzake ontvangsten gedaan ingevolge de wet betreffende de fiscale amnestie.

Aangevraagd krediet : 10.000 frank.

De terugbetalingen betreffende huidig artikel zullen zeer weinig talrijk zijn in 1951.

Om aan alle eventualiteiten het hoofd te bieden, dient een krediet van 10.000 frank voorzien.

Art. 117. — Teruggaven van ten onrechte geïnde sommen inzake ontvangsten voortvloeiend uit de oorlog 1940-1945.

Aangevraagd krediet : 500.000 frank.

Het is moeilijk bij benadering de som vast te stellen die nodig zal zijn om de terugbetalingen toe te laten die in de loop van het dienstjaar 1951 zullen aangevraagd worden.

Het schijnt voorzichtig hetzelfde krediet als voor het dienstjaar 1950 te voorzien.